



## **COMMUNIQUÉ**

### **SOS COLOMBIE : LA REPRESSION SE POURSUIT UN MOIS APRES LE DEBUT DE LA MOBILISATION NATIONALE**

*Le 03 juin 2021. Ensemble pour la paix - Colombie et le Réseau France Colombie Solidarités (RFCS) expriment leur grande préoccupation face à la signature du décret 575 autorisant le déploiement de 7.000 militaires dans huit départements de Colombie et la violation des droits humains par les autorités gouvernementales lors des manifestations et journées de grève nationale.*

Depuis le 28 avril, la Colombie connaît un mouvement social inédit. Initié par le Comité national de grève en réaction à une réforme des finances faisant porter l'effort fiscal sur les classes moyennes et ménages les plus modestes, la mobilisation se poursuit depuis plus d'un mois et s'est transformée en un large mouvement de protestation contre les politiques gouvernementales. Les manifestants, en particulier les jeunes qui sont très mobilisés, déplorent le manque d'opportunités éducatives, sociales et économiques, d'autant plus dans un contexte de pandémie, et dans un pays où 42% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté<sup>1</sup>. Depuis un mois, le gouvernement répond aux manifestations par l'usage disproportionné de la force, la répression et la criminalisation des manifestants.

Les organisations sociales et de défense des droits humains font état de nombreuses violations des libertés fondamentales. Entre le 28 avril et le 31 mai, l'ONG Temblores a reporté : 1 248 victimes de violence physique, 45 homicides commis par des membres de la Force publique, 1 649 détentions arbitraires contre les manifestants, 65 victimes d'agressions oculaires, 25 victimes de violences sexuelles commises par les forces de l'ordre<sup>2</sup>. Nous attirons l'attention sur la ville de Cali, dans le sud-ouest du pays, où depuis vendredi 28 mai, 14 personnes ont trouvé la mort et 98 ont été blessés, dont 54 par des armes à feu selon le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme<sup>3</sup>. Michelle Bachelet, Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, ainsi que 17 ambassadeurs européens en Colombie<sup>4</sup> appellent au dialogue face à cette escalade de la violence.

Le Comité de grève et le gouvernement, avec l'appui des Nations Unies et de l'Eglise catholique colombienne, négocient depuis plusieurs semaines les conditions dans lesquelles établir le dialogue. Au niveau territorial, des espaces de dialogue citoyen commencent également à se structurer. L'une des demandes des manifestants est la démilitarisation des villes : cependant, le 28 mai, le président Iván Duque a signé le décret 575 autorisant le déploiement de plus de 7 000 militaires dans 8 départements, compromettant ainsi les négociations engagées.

#### **Face à cette situation gravissime, nous exhortons le gouvernement colombien à :**

- Abroger le Décret 575,
- Faciliter la visite de la Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH) en contribuant à l'organisation de rencontres avec les organisations de la société civile, les familles des victimes, les manifestants et le Comité National de Grève de façon à pouvoir recueillir des témoignages sur les divers faits violents ayant eu lieu dans le cadre de la grève générale,

<sup>1</sup> Source : DANE, [disponible ici](#).

<sup>2</sup> Source : ONG Temblores, [disponible ici](#).

<sup>3</sup> Source : UN news, [disponible ici](#)

<sup>4</sup> Source : infobae [disponible ici](#)



- Reconnaître publiquement les manifestations pacifiques et garantir le droit à la mobilisation des citoyennes et citoyens colombiens, sans criminaliser la mobilisation sociale,
- Suspendre la militarisation des villes et promouvoir le dialogue comme moyen de résolution pacifique des conflits sociaux,
- Enquêter sur les violences commises par des agents de l'Etat et sanctionner pénalement les coupables

**Nous exhortons la communauté internationale à :**

- Appeler au respect du droit à manifester prévu par l'article 37 de la Constitution colombienne,
- Soutenir les efforts de dialogue entre le Comité national de Grève et le gouvernement, ainsi que les différentes initiatives territoriales de dialogue en cours,
- Dénoncer les graves violations des droits humains commises dans le cadre de la répression des manifestations.

Nous appelons à agir au plus vite face à cette escalade de violence qui ne cesse de s'amplifier.

---

*Ensemble pour la paix - Vamos por la Paz* est un programme mené par un consortium de 23 organisations de la société civile co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Secours Catholique - Caritas France.

Signataires du communiqué : *En Colombie* : CENSAT- Agua viva, CINEP-PPP, Corporación CIASE ; Coalition Colombienne pour le Droit à l'Éducation - CCDE ; Commission Inter ecclésiale de Justice et Paix - CIJP ; Colombia Nuestra ; Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos - ILSA ; Amis de la UNESCO ; Enfances 2/32 France-Colombie ; Association- MINGA ; Taller Abierto et Vamos Mujer. *En France* : les membres du Réseau France Colombie Solidarités (RFCS): Action des chrétiens pour l'abolition de la torture - ACAT ; Agir Ensemble pour les Droits Humains - AEDH ; Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - CCFD - Terre Solidaire ; Ecole de la Paix ; Entre Todos France ; France Amérique Latine - FAL ; Travailler Ensemble Jeunes et Engagés - TEJE ; Peace Brigades International PBI - France ; Secours Catholique - Caritas France - SCCF et Solidarité Laïque.

*Nous suivre sur les réseaux sociaux :*

Vamos por la paz sur [Facebook](#) et [Twitter](#)

Le Réseau France Colombie Solidarités (RFCS) sur [Facebook](#) et sur [Twitter](#)